

**CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE**

13 décembre 2010

PROPOSITION DE LOI**relative à la promotion
des projets de médiation de voisinage
lancés par les pouvoirs locaux**(déposée par Mme Karin Temmerman)
_____**BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS**

13 december 2010

WETSVOORSTEL**betreffende de ondersteuning
van buurtbemiddelingsprojecten
van lokale overheden**(ingediend door mevrouw Karin Temmerman)
_____**RÉSUMÉ**
_____*Il n'existe actuellement aucun cadre légal pour pratiquer la médiation de voisinage.**Cette proposition de loi vise à instaurer la médiation de voisinage au niveau local.***SAMENVATTING**
_____*Momenteel bestaat er geen wettelijk kader voor de uitoefening van buurtbemiddeling.**Dit wetsvoorstel strekt ertoe buurtbemiddeling in te voeren op lokaal niveau.*

N-VA : Nieuw-Vlaamse Alliantie PS : Parti Socialiste MR : Mouvement Réformateur CD&V : Christen-Democratisch en Vlaams sp.a : socialistische partij anders Ecolo-Groen! : Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen Open Vld : Open Vlaamse liberalen en democraten VB : Vlaams Belang cdH : centre démocrate Humaniste LDD : Lijst Dedecker PP : Parti Populaire	
<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i> DOC 53 0000/000: Document parlementaire de la 53^{ème} législature, suivi du n° de base et du n° consécutif QRVA: Questions et Réponses écrites CRIV: Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte) CRABV: Compte Rendu Analytique (couverture bleue) CRIV: Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon) PLEN: Séance plénière COM: Réunion de commission MOT: Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties:</i> DOC 53 0000/000: Parlementair document van de 53^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer QRVA: Schriftelijke Vragen en Antwoorden CRIV: Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft) CRABV: Beknopt Verslag (blauwe kaft) CRIV: Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft) PLEN: Plenum COM: Commissievergadering MOT: Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)
<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i> Commandes: Place de la Nation 2 1008 Bruxelles Tél.: 02/ 549 81 60 Fax: 02/549 82 74 www.laChambre.be e-mail: publications@laChambre.be	<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i> Bestellingen: Natieplein 2 1008 Brussel Tel.: 02/ 549 81 60 Fax: 02/549 82 74 www.deKamer.be e-mail: publicaties@deKamer.be

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition de loi reprend le texte de la proposition de loi DOC 52 0225/001.

Dans notre proposition de loi modifiant la nouvelle loi communale en ce qui concerne les sanctions administratives (doc. Sénat, n° 3-130/1), nous plaidons instamment en faveur d'un instrument législatif que les villes et les communes pourraient plus facilement mettre en oeuvre pour lutter rapidement et efficacement contre les nuisances de toute sorte auxquelles elles sont confrontées. Il y prône, en d'autres termes, une politique "du tac au tac", étant entendu toutefois que celle-ci ne doit être que le dernier recours pour sévir contre ceux qui ne veulent pas entendre raison. La sanction administrative communale doit donc faire office de moyen ultime, utilisé lorsque d'autres mesures, moins radicales, n'ont pas eu l'effet escompté. En ce sens, la proposition de loi précitée est conforme à la volonté de l'auteur d'agir en douceur là où c'est possible et avec fermeté là où il le faut.

Pour sa part, la présente proposition a pour objet d'élaborer le cadre de l'une des étapes intermédiaires ou de l'un des instruments qui permettraient au pouvoir local de réagir aux nuisances, à savoir la médiation de voisinage.

Les gens se plaignent régulièrement de l'estompement des normes, d'attitudes ou de comportements qui ne tiennent aucun compte d'autrui. La police et les pouvoirs publics sont assaillis de plaintes à propos de tout et de rien. Tout cela est indubitablement dû en grande partie à un individualisme envahissant, à une mentalité de "moi d'abord". Précisons, pour que les choses soient bien claires, que cet état d'esprit se manifeste dans deux directions: d'une part, on fait ce que l'on veut, sans se gêner, sans respecter aucunes limites et sans tenir compte des autres, mais par ailleurs on ne supporte plus rien de la part d'autrui et on porte plainte pour le moindre désagrément, même insignifiant.

Cette irritation tient toutefois également au fait que les gens n'osent plus s'interpeller sur ce qu'ils trouvent gênant. Pour le dire en forme de boutade: on osera plus facilement envoyer une lettre de doléances au palais royal qu'aborder le sujet avec son voisin. Les plaintes pour nuisances sont souvent dues à un manque de communication ou à une communication défailante.

Dans les quartiers qui se distinguent par une plus grande cohésion ou par une vie de quartier plus forte, il

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit wetsvoorstel neemt de tekst over van wetsvoorstel DOC 52 0225/001.

In het wetsvoorstel tot wijziging van de nieuwe gemeentewet wat betreft de administratieve sancties (stuk Senaat, nr. 3-130/1) pleiten wij uitdrukkelijk voor een werkbaarder wetgevend instrument voor steden en gemeenten om snel en doeltreffend te kunnen inspelen op allerlei vormen van overlast, waarmee zij te maken krijgen. Met andere woorden, een "lik-op-stukbeleid", met nochtans de kanttekening dat een dergelijk beleid een laatste toevlucht moet zijn om op te treden tegen wie spreekwoordelijk "niet wil horen". De gemeentelijke administratieve sanctie moet bijgevolg fungeren als stok achter de deur, nadat andere, mindere ingrijpende maatregelen niet gelukt zijn. In die zin beantwoordt het genoemde wetsvoorstel aan mijn stelling "zacht waar het kan, hard waar het moet".

Dit voorstel wil een kader uittekenen voor een van de mogelijke tussenstappen of instrumenten binnen de reactiemogelijkheden van het lokaal bestuur tegenover overlast, met name dat van de "buurtbemiddeling".

Mensen klagen regelmatig over normvervaging, over een houding en gedrag waarbij men geen rekening houdt met de anderen. Politie en overheden zuchten vaak over de stroom van klachten over van alles en nog wat. Een en ander is ongetwijfeld voor een groot deel te wijten aan het toenemend individualisme, aan de "ikke, ikke, ikke, en de rest kan stikken"-mentaliteit. Voor alle duidelijkheid: die mentaliteit uit zich in twee richtingen. In de zin dat men ongegeneerd en zonder limieten doet waar men zin in heeft, zonder rekening te houden met de anderen, maar ook in de zin dat men van de anderen niets meer kan verdragen, dat soms het minste ook normale ongemak aanleiding geeft tot een klacht.

De irritatie is echter zeker ook het gevolg van het feit dat de mensen elkaar niet meer durven aanspreken over wat zij storend vinden. Met een boutade: men durft sneller een klachtbrief te sturen naar het koninklijk paleis dan er zijn of haar buurman of -vrouw over aan te spreken. Veel overlast heeft te maken met een gebrek aan of een verstoorde communicatie.

Waar de samenhang in de buurt of het buurtleven sterker is, zullen vele kleinere stoornissen sneller op

sera plus facile d'aborder la plupart des problèmes dus à des nuisances d'importance mineure et de leur trouver une solution acceptable pour tous. Un agent de quartier "bien rodé" peut rapidement interpellier un contrevenant au sujet de son comportement non autorisé et éviter ainsi qu'un problème ne détériore les rapports entre des voisins. Dans certains quartiers, notamment ceux où foisonnent les buildings, il pourrait être très bénéfique de recourir de nouveau à des concierges.

S'il est vrai que les pouvoirs publics ne doivent pas tout organiser, on n'en est pas moins confronté régulièrement à des plaintes ou des problèmes qui ne se règlent pas par un simple avertissement ou par une petite conversation. Il s'agit souvent alors non pas d'un fait unique ou clairement identifié, mais de rancoeurs qui couvent depuis longtemps ou de ressentiments réciproques. Avant de recourir à des sanctions, il vaut certainement la peine d'essayer de réconcilier les intéressés par la médiation. Les raisons de le faire sont évidentes. Une solution basée sur la concertation et sur des accords sera mieux acceptée et aura des effets plus durables que si elle est imposée et assortie de sanctions. Si l'on parvient à rétablir le dialogue entre les intéressés, on risque moins de voir surgir de nouveaux problèmes ou de ne pas pouvoir les résoudre rapidement.

Dans les situations de ce genre, la "médiation de voisinage" offre une solution. Notre préférence pour "médiation de voisinage", plutôt que "médiation de quartier" ou "médiation de proximité" est pragmatique. Il s'agit en effet de proposer une médiation pour traiter des conflits individuels surgissant entre voisins. C'est également sous cette dénomination qu'un certain nombre d'expériences sont en cours aux Pays-Bas comme en Belgique, en vue de restaurer la communication entre citoyens et par là à "démener" les conflits ou à les prévenir.

Chez nos voisins néerlandais, ces expériences, entamées il y a pas mal de temps déjà, sont clairement soutenues par les pouvoirs publics. Les ministères de la Justice et de l'Intérieur apportent l'un comme l'autre une aide financière aux projets des villes et des communes; celles-ci disposent d'un système centralisé d'information et de coordination et les résultats sont tout à fait encourageants.

Dans notre pays aussi, des expériences de médiation de voisinage ont été lancées dans certaines villes comme Charleroi ou Genk; cette dernière a reçu, en 2002, le prix belge de prévention de la criminalité, décerné par le Secrétariat permanent à la politique de prévention (SPP). L'objectif du prix est de récompenser des

tafel komen en een voor ieder aanvaardbare oplossing vinden. Een goed ingewerkte wijkinspecteur kan een overtreder snel aanspreken op ongeoorloofd gedrag en zo voorkomen dat een probleem de relatie tussen burens verziekt. In sommige wijken, met name met hoogbouw, kan het opnieuw aanstellen van een conciërge daarvoor ook een reële hulp zijn.

De overheid hoeft niet alles te organiseren maar toch zijn er regelmatig klachten of problemen die niet met een eenvoudige waarschuwing of korte babbel van de baan zijn. Vaak gaat het dan niet over eenmalige of eenduidige feiten, maar over reeds langer aanslepende of wederzijdse wrevel. Vooraleer naar sancties te grijpen, loont het zeker de moeite om door bemiddeling te pogen de betrokkenen te verzoenen. De redenen daartoe zijn duidelijk. Een oplossing op basis van overleg en afspraken wordt beter aanvaard en gaat langer mee dan een oplossing op basis van bevel en straf. Wanneer de betrokkenen opnieuw tot dialoog komen, is de kans ook groter dat er geen nieuwe probleempjes opduiken of dat ze snel worden uitgepraat.

Voor dergelijke situaties biedt "buurtbemiddeling" een oplossing. Onze keuze voor de term "buurtbemiddeling" boven andere begrippen zoals gemeenschapsbemiddeling, burenbemiddeling of wijkbemiddeling (zie daarover onder meer Jef Mostinckx in Binnenband, oktober 2003, nummer 34, blz. 26 en volgende) is pragmatisch. Het gaat immers over het bemiddelen bij individuele conflicten tussen burens. Het is ook onder deze noemer dat zowel in Nederland als in België een aantal experimenten lopen om de communicatie onder burgers opnieuw vlot te trekken en aldus conflicten te ontmijnen en te voorkomen.

Bij onze noorderburen lopen die experimenten reeds geruime tijd, met duidelijke ondersteuning van de overheid. Zowel het ministerie van Justitie als dat van Binnenlandse Zaken geven financiële steun aan de projecten van de steden en gemeenten, er is centrale informatie en coördinatie beschikbaar en de resultaten zijn zeker en vast bemoedigend te noemen.

Ook in ons land experimenteren een aantal steden met deze buurtbemiddeling. Charleroi maar ook Genk, dat daarvoor in 2002 de Belgische criminaliteitspreventieprijs kreeg, uitgereikt door het Vast Secretariaat voor Preventie (VSP). Het doel van de prijs is het belonen van concrete, creatieve en vernieuwende initiatieven en

initiatives et des projets de prévention à la fois concrets, créatifs et innovateurs pour la contribution appréciable qu'ils apportent à la prévention des "phénomènes de criminalité mineure".

Le projet de Genk, qui s'inscrit dans le cadre de "l'antenne de justice", est décrit de la manière suivante sur le site web de la ville:

"(traduction) Des conflits entre voisins peuvent survenir partout. La pratique montre que souvent, les gens ne discutent pas des problèmes avec leurs voisins et qu'ainsi de nombreux problèmes restent sans solution. Pour bien s'entendre avec ses voisins, il faut pouvoir supporter certaines choses, mais il y a des limites.

Si vous avez des problèmes avec vos voisins, le médiateur de l'antenne de justice peut vous aider à trouver une solution. Le recours à la médiation suppose que les parties aient la volonté de parvenir à une solution, qu'elles participent de leur plein gré et en dehors de toute contrainte formelle. Le médiateur invite chaque partie à venir à tour de rôle exposer sa version des faits. L'objectif du médiateur est d'arriver à un accord auquel chaque voisin puisse adhérer."

La documentation disponible concernant la médiation de voisinage permet d'ores et déjà de distiller un certain nombre de caractéristiques essentielles de celle-ci, caractéristiques que nous présentons ci-dessous sous la forme de questions et réponses (voir aussi l'article de Jef Montinckx, "Binnenband", octobre 2003, n° 34, p. 26 et suivantes).

Dans quels cas est-il indiqué de recourir à la médiation de voisinage?

Pas pour n'importe quelle peccadille, cela va de soi. Mais bien dans le cas de conflits où les points de vue divergent fortement ou qui sont dans l'impasse, mais qui pourraient encore être réglés par la médiation et le dialogue. Il peut s'agir de plaintes ou de faits constituant ou non une infraction. Si le tribunal a déjà été saisi du litige, il lui appartient bien entendu d'examiner l'affaire et le recours à la médiation de voisinage n'est plus possible (cf. ci-dessous: double emploi).

Qui peut demander la médiation de voisinage?

La demande de médiation peut émaner de n'importe qui: de l'autorité qui reçoit les plaintes, de la police de quartier qui est confrontée à la situation, des intéressés eux-mêmes, éventuellement d'un animateur de quartier ou d'une autre instance du voisinage. Il est essentiel

preventieprojecten voor de belangrijke bijdrage die ze leveren aan het voorkomen van "kleine criminaliteitsfenomenen".

Op de website van de stad wordt het project, dat kadert in de werking van de "justitieantenne" als volgt omschreven:

"Burenconflicten kunnen overal voorkomen. Uit de praktijk blijkt dat veel mensen de problemen met de burens niet bespreken. Veel problemen blijven op die manier onopgelost. Om goed met uw burens om te kunnen, moet u iets kunnen verdragen doch er zijn grenzen.

Hebt u problemen met uw burens? Samen met de bemiddelaar van de justitieantenne kan u dan op zoek gaan naar een oplossing. Het uitgangspunt bij bemiddeling is dat de partijen tot een oplossing willen komen, op basis van vrijwillige deelname en in een informele sfeer. De partijen worden door de bemiddelaar beurtelings uitgenodigd om hun verhaal te komen doen. Het streefdoel van de bemiddelaar is om tot een overeenkomst te komen waarmee elke buur akkoord gaat."

Uit de beschikbare documentatie over deze buurtbemiddeling kunnen alvast ook een aantal wezenlijke kenmerken van buurtbemiddeling afgeleid worden die we hierna als vraag en antwoord formuleren (zie ook het reeds aangehaalde artikel van Jef Mostinckx).

Waarvoor kan buurtbemiddeling geschikt zijn?

Uiteraard niet voor elke habbekrats. Wel voor conflicten met sterk uiteenlopende standpunten of die behoorlijk vastzitten, maar waar een oplossing door bemiddeling en gesprek nog een kans maakt. Het kan daarbij gaan over klachten of feiten die al dan niet een overtreding vormen. Indien het geschil reeds voor de rechtbank aanhangig is gemaakt, moet de rechtbank de zaak uiteraard behandelen en is buurtbemiddeling niet mogelijk (zie ook verder: dubbel gebruik).

Wie kan buurtbemiddeling aanvragen?

De stimulans tot buurtbemiddeling kan van iedereen uitgaan: de overheid die de klachten krijgt; de wijkpolitie die met de situatie wordt geconfronteerd; de betrokkenen zelf, eventueel een buurtwerker of een andere instantie uit de buurt. Het is echter essentieel dat buurt-

toutefois que les parties elles-mêmes acquiescent à l'initiative de médiation. Des tiers peuvent la suggérer mais les parties doivent s'y engager personnellement.

Qui prendre comme médiateur?

L'objectif est de faire appel à des volontaires, puisque les prestations ne seront qu'occasionnelles. Des gens pourvus d'une bonne dose d'intelligence, ayant une bonne capacité d'écoute et de communication, possédant une expérience suffisante de la vie et une certaine autorité naturelle, sont les intermédiaires qui conviennent pour amener des voisins en dispute à composer. On pourrait développer encore leurs aptitudes intrinsèques en leur dispensant préalablement, sur la base de l'expérience acquise, une bonne formation et quelques éléments de méthodologie. Les médiateurs pourront ensuite échanger régulièrement leurs expériences et leurs résultats, ce qui nécessite toutefois le soutien (matériel et financier) du pouvoir fédéral ainsi qu'une coordination sur le plan communal.

Comment se déroule une médiation?

Les parties au conflit doivent accepter l'offre de médiation et se déclarer disposées à collaborer. Le médiateur doit explorer la situation le mieux possible, entendre l'opinion et le point de vue de chaque intéressé, réunir les parties et les amener à dialoguer et à se concerter, si possible susciter ou faire lui-même une proposition de compromis et d'arrangement, en cas d'accord, clarifier les arrangements convenus. S'il s'avère, au cours de la tentative de médiation, que celle-ci tourne mal ou qu'il est inutile de persévérer, le médiateur se dégage de sa mission. Si, au contraire, la médiation aboutit, le médiateur fait part du compromis.

Quel rôle jouent les pouvoirs locaux?

Les pouvoirs locaux qui souhaitent mettre en oeuvre la médiation de voisinage doivent recruter et sélectionner les médiateurs volontaires et se charger de leur formation et de leur recyclage régulier (de préférence en concertation avec le Secrétariat permanent à la politique de prévention voir plus loin). Les pouvoirs locaux doivent veiller à ce que le public soit bien informé de la possibilité de recourir à la médiation. Ils reçoivent les demandes de médiation et désignent le médiateur approprié. Ils sont chargés d'enregistrer soit l'échec de la tentative de médiation, soit le compromis et les arrangements convenus.

bemiddeling door de partijen zelf op vrijwillige basis wordt aangegaan. Derden kunnen wel suggereren, maar de partijen moeten het zelf willen opnemen.

Op wie een beroep doen als bemiddelaar?

De bedoeling is om een beroep te doen op vrijwilligers. Het gaat immers om prestaties die maar af en toe moeten worden geleverd. Mensen met een goede dosis verstand en luister- en communicatievaardigheid, met voldoende levenservaring en met enig natuurlijk gezag, zijn geschikt om ruziënde burens tot een vergelijk te bewegen. Hun intrinsieke vaardigheden kunnen verder worden ontwikkeld door, op basis van de opgedane ervaringen, vooraf een goede opleiding aan te bieden en enkele methoden aan te reiken. Daarna kunnen de bemiddelaars regelmatig hun ervaringen en resultaten uitwisselen. Daartoe zijn evenwel (materiële en financiële) ondersteuning vanuit de federale overheid en coördinatie op gemeentelijk vlak noodzakelijk.

Hoe verloopt een bemiddeling?

De betrokkenen in het conflict moeten het aanbod tot bemiddeling aanvaarden en zich bereid verklaren om mee te werken. De bemiddelaar moet de situatie zo goed mogelijk doorgronden; naar de mening en het standpunt van elke betrokkene luisteren; de partijen samenbrengen en tot gesprek en overleg leiden; zo mogelijk een voorstel tot vergelijk en tot afspraken uitlokken of zelf naar voor schuiven; in geval van een akkoord de gemaakte afspraken verduidelijken. Wanneer in de loop van de bemiddelingspoging blijkt dat het spaak loopt of zinloos wordt om verder te proberen, geeft de bemiddelaar de opdracht terug. Wanneer de bemiddeling wel succesvol is, meldt de bemiddelaar het vergelijk.

Welke rol heeft de lokale overheid?

De lokale overheid die met buurtbemiddeling wil werken, moet de vrijwillige bemiddelaars rekruteren en selecteren en instaan voor hun opleiding en geregelde bijscholing (best in overleg met het Vast Secretariaat voor Preventie zie verder). De lokale overheid moet ervoor zorgen dat de mogelijkheid om een beroep te doen op bemiddeling goed bekend geraakt. Zij moet de aanvragen tot bemiddeling ontvangen en de geschikte bemiddelaar aanwijzen. Zij moet het mislukken van de poging of het vergelijk met de gemaakte afspraken registreren.

Les pouvoirs locaux doivent également, dans certains cas, soutenir le médiateur, par exemple lorsque ce dernier veut savoir laquelle des personnes concernées a éventuellement le droit pour elle, ou lorsqu'ils peuvent eux-mêmes contribuer à l'aboutissement d'un bon compromis. Enfin, les pouvoirs locaux doivent rémunérer le médiateur.

Double emploi?

Il existe déjà des possibilités de conciliation pour certains conflits opposant des voisins. Certaines contestations peuvent par exemple être soumises au juge de paix. Une expérience intéressante de médiation (de réparation), que nous généraliserons dans une autre proposition de loi, est ainsi en cours à la justice de paix de Kontich. Le but ne saurait être en tout cas qu'un plaignant aille d'une instance à l'autre, en particulier s'il ne collabore pas réellement en vue de parvenir à une solution.

Afin de donner de l'extension à cette forme de médiation de voisinage, nous définissons dans la présente proposition une plateforme de lancement pour ce type de projet. Le problème est souvent qu'une bonne idée ou un bon projet ne dépassent pas le stade embryonnaire faute de préparation, d'explications ou de concertation suffisantes. Une initiative foncièrement bonne ne parvient pas à décoller ou se solde par un échec. Nous proposons d'offrir à l'initiative de médiation de voisinage les chances de réussite qu'elle mérite.

Il faut pour cela, selon nous, que le pouvoir fédéral élabore soigneusement le projet, ce qui implique de tirer les leçons de l'expérience acquise; de mettre au point une formation convenable; d'indiquer clairement quels sont les moyens nécessaires au niveau local pour que le projet réussisse; de définir un profil de médiateur; de rassembler dans un vade-mecum facilement accessible les techniques et les méthodes utilisables; de se concerter avec les instances intéressées, etc. Une équipe de départ de deux ou trois personnes devrait pouvoir s'acquitter de cette mission en l'espace d'un an. Ensuite, un seul collaborateur suffira certainement pour assurer l'encadrement ultérieur des villes et communes. Eu égard au rôle important qu'il joue en matière de prévention et à l'expertise qu'il possède déjà, nous proposons de confier cette mission au Secrétariat permanent à la politique de prévention.

Au niveau local, le lancement de la médiation de voisinage nécessitera par contre pas mal de temps et d'énergie, il faudra chercher et rassembler des médiateurs; exposer le projet aux autres instances intéressées et se concerter avec elles; faire connaître l'initiative;

De lokale overheid moet de bemiddelaar in sommige gevallen ook ondersteunen, bijvoorbeeld wanneer een bemiddelaar er wijs uit wil raken wie van de betrokkenen eventueel het juridisch gelijk aan zijn kant heeft of wanneer zij zelf een bijdrage kan leveren om een goed vergelijk mogelijk te maken. Ten slotte staat de lokale overheid in voor de vergoeding van de bemiddelaar.

Dubbel gebruik?

Voor sommige conflicten tussen burens bestaan al mogelijkheden tot verzoening. Sommige betwistingen kunnen bijvoorbeeld aan de vrederechter worden voorgelegd. Zo loopt in het vrederecht van Kontich een interessant experiment inzake (herstel)bemiddeling dat wij in een ander wetsvoorstel willen veralgemenen. Alleszins kan het niet de bedoeling zijn dat een klager de ene na de andere instantie aanspreekt, toch zeker niet wanneer er geen reële medewerking is om tot een oplossing te komen.

Om deze vorm van buurtbemiddeling te verruimen, formuleren wij in dit voorstel een lanceerplatform voor een project buurtbemiddeling. Het probleem is vaak dat een goed idee of project niet tot ontwikkeling komt omdat er onvoldoende voorbereiding is, onvoldoende uitleg en overleg. Een in wezen goed initiatief komt niet van de grond of loopt faliekant af. Wij stellen voor om het initiatief van de buurtbemiddeling de kansen te geven die het verdient.

Daarom moet de federale overheid naar onze mening het project goed uitwerken: leren uit de opgedane ervaringen; een degelijke opleiding in elkaar steken; goed aangeven welke middelen lokaal nodig zijn om het project te laten lukken; een profiel van een bemiddelaar uittekenen; de mogelijke technieken en methoden in een goed toegankelijk vademecum samenbrengen; overleg plegen met de belanghebbende instanties, enz. Een startteam van twee tot drie mensen moet dat op een jaar tijd op punt kunnen stellen. Daarna moet één medewerker zeker volstaan om voor de verdere begeleiding van de steden en gemeenten in te staan. Gelet op zijn belangrijke rol inzake preventie stellen wij voor die taak toe te bedelen aan het Vast Secretariaat voor Preventie, waar ook reeds een zekere expertise aanwezig is.

Op lokaal vlak zal het lanceren van buurtbemiddeling wel wat tijd en energie vergen: bemiddelaars zoeken en bijeenbrengen; het project aan andere belanghebbende instanties uitleggen en met hen overleggen; het initiatief goed bekendmaken; de mogelijkheden maar

définir et expliquer les possibilités mais aussi les limitations de celle-ci; élaborer les règlements communaux nécessaires; préparer les demandes et l'enregistrement. Tout cela occupera facilement un travailleur à mi-temps ou à trois quarts-temps pendant un an. Dès que le projet sera en route, un service de prévention ou un service social existant pourra sans problème se charger complètement du suivi.

Le mieux est que la médiation de voisinage soit organisée par le service de prévention local ou sous la forme d'un projet local d'aide sociale, en concertation et en collaboration étroite avec la police de quartier, mais sans relever de la police elle-même. Cela n'empêche pas que les petites communes, et notamment celles qui collaborent déjà dans le cadre des zones de police, puissent organiser cette initiative ensemble, comme cela se fait d'ailleurs pour les services de prévention. Le nouveau décret du Conseil flamand portant réglementation de la coopération intercommunale offre le cadre légal pour ce faire.

Trois projets devraient pouvoir être lancés dans chaque province. Dans le prolongement des contrats de prévention et de société, nous proposons que les pouvoirs locaux reçoivent une subvention de départ de 25 000 euros la première année, puis une subvention annuelle de 12 500 euros pendant les cinq années qui suivent. Les montants en question sont des maxima, car il faut, selon nous, tenir compte également de la nature du projet que les pouvoirs locaux souhaitent mettre sur pied.

ook de beperkingen ervan aflijnen en uitleggen; de nodige gemeentereglementen opstellen; de aanvragen en de registratie voorbereiden. Je hebt er al snel een halve of driekwart job gedurende een jaar voor nodig. Eens het project loopt, kan de *follow-up* gemakkelijk als bijkomende taak worden opgenomen door een reeds bestaande preventie- of sociale dienst.

Buurtbemiddeling kan best door de lokale preventiedienst of als lokaal welzijnsproject worden georganiseerd, in nauw overleg en samenwerking met de wijkpolitie, maar niet als onderdeel van de politie zelf. Dat belet niet dat dit initiatief, net zoals trouwens een preventiedienst, voor kleinere gemeenten best in samenwerking kan worden georganiseerd, met name tussen de gemeenten die reeds samenwerken in het kader van de politiezone. Het nieuwe decreet op de intergemeentelijke samenwerking biedt daartoe een wettelijk kader.

In elke provincie zouden drie projecten moeten kunnen starten. We stellen voor dat, in het verlengde van de preventie- en samenlevingscontracten, de lokale overheid voor het eerste jaar een startsubsidie van 25 000 euro krijgt en daarna nog gedurende vijf jaar 12 500 euro per jaar. De bedoelde sommen zijn maximale bedragen, omdat naar onze mening ook rekening moet worden gehouden met de aard van het project dat de lokale overheden willen opzetten.

Karin TEMMERMAN (sp.a)

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

§ 1^{er}. Le Secrétariat permanent à la politique de prévention est chargé de soutenir les projets de médiation de voisinage élaborés au niveau local.

Un coordinateur de la médiation de voisinage, assisté au cours de la première année par deux collaborateurs universitaires temporaires, est désigné à cet effet.

§ 2. Le coordinateur:

- assemble les données relatives aux expériences de médiation de voisinage menées dans notre pays et à l'étranger;
- organise une formation de qualité de médiateur de voisinage local;
- définit les moyens nécessaires au niveau local pour mener à bien un projet de médiation de voisinage;
- élabore un profil de médiateurs;
- recense dans un vade-mecum les techniques et les méthodes utilisables en matière de médiation de voisinage et en assure la diffusion;
- se consulte avec toutes les instances intéressées.

Art. 3

Les communes désireuses d'initier un projet de médiation de voisinage introduisent à cet effet un dossier auprès du Secrétariat permanent à la politique de prévention, conformément au modèle fixé par le Roi.

Moyennant un avis favorable du Secrétariat permanent à la politique de prévention, les projets sont subventionnés à concurrence d'un montant maximal de 25 000 euros la première année, et de 12 500 euros chacune des cinq années suivantes.

26 octobre 2010

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

§ 1. Het Vast Secretariaat voor Preventie is belast met de projectmatige ondersteuning van buurtbemiddeling op lokaal niveau.

Daartoe wordt een coördinator buurtbemiddeling aangesteld die gedurende het eerste werkingsjaar bijgestaan wordt door twee tijdelijke universitair.

§ 2. De coördinator:

- zamelt de opgedane ervaringen met buurtbemiddeling in binnen- en buitenland in;
- organiseert een degelijke opleiding voor lokale buurtbemiddelaars;
- omschrijft welke middelen op lokaal niveau nodig zijn om een project buurtbemiddeling te laten lukken;
- tekent een profiel van bemiddelaar uit;
- verzamelt de mogelijke technieken en methoden inzake buurtbemiddeling in een vademecum en zorgt voor de verspreiding ervan;
- pleegt overleg met de belanghebbende instanties.

Art. 3

Gemeenten die een project buurtbemiddeling willen opstarten, dienen daartoe een dossier in bij het Vast Secretariaat voor Preventie overeenkomstig een model vastgelegd door de Koning.

Na positief advies van het Vast Secretariaat voor Preventie worden de projecten maximaal betaald met een bedrag van 25 000 euro in het eerste werkingsjaar en van 12 500 euro per jaar gedurende de vijf daarop volgende jaren.

26 oktober 2010

Karin TEMMERMAN (sp.a)